



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS 90259
43009 Le Puy-en-Velay

Le Puy en Velay, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLIERE DE NOUSTOULET SARL

NOUSTOULET
43260 Saint-Pierre-Eynac

Références : UID4243-MEA-025-0239
Code AIOT : 0005600937

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement SABLIERE DE NOUSTOULET SARL implanté LA BRUGE 43260 Saint-Pierre-Eynac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée à la demande de l'exploitant, afin de lancer les démarches pour l'autorisation environnementale. La dernière visite datait du 26/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERE DE NOUSTOULET SARL
- LA BRUGE 43260 Saint-Pierre-Eynac
- Code AIOT : 0005600937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La sablière de Noustoulet, ouverte en 1973, est autorisée par arrêté du 16 janvier 2001 pour 20 ans et a obtenu une prolongation de 7 ans par arrêté du 29 mai 2019.

Le matériau est constitué de kaolin, quartz, feldspath ; et permet l'approvisionnement en sable de maçonnerie, de mélange à béton, d'assainissement. Le gérant travaille seul sur site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites données à la précédente inspection	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 16, 5.4, 5	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fin de l'arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 29/05/2019, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La sablière de Noustoulet est l'une des deux seules carrières alluvionnaires du département. Les tonnages extraits sont faibles.

L'exploitant a réalisé un effort pour la mise en conformité de son site suite à la précédente inspection.

Maintenant il lui appartient de démarrer les démarches pour le renouvellement de son autorisation qui arrive à échéance en 2028. Pour rappel la constitution d'un dossier d'autorisation peut être longue. En cas de retard éventuel, l'exploitant devra prendre attache rapidement avec l'inspection solliciter une prolongation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites données à la précédente inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 16, 5.4, 5
Thème(s) : Situation administrative, Suites données à la précédente inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour rappel, voici les prescriptions contrôlées et les constats des précédentes inspections.</p> <p>Art 3-4. Une plateforme étanche pour l'entretien et le ravitaillement des engins mobiles est réalisée.</p> <p>-> Le site ne dispose pas de plateforme engin étanche pour le ravitaillement. Une attention particulière doit être portée lors des ravitaillements pour éviter les égouttures, du matériau absorbant doit être mis à disposition ainsi qu'une rétention souple notamment en cas d'opérations type entretien sous 3 mois.</p> <p>Art 16-1. Les garanties financières doivent être à jour.</p> <p>-> Les garanties financières ne sont plus à jour depuis le 18/04/23. L'exploitant doit absolument reconstituer ses garanties financières auprès de sa banque, sous 3 mois, et transmettre l'acte de</p>

caution à l'inspection.
<p>Art 5.4. Des talus résiduels, dont la hauteur n'excédera pas 8 mètres, permettront de faire le lien entre les différentes zones. Ils seront purgés en tant que de besoin.</p> <p>-> La hauteur est limitée selon l'arrêté préfectoral à 8m. Ce point avait été relevé lors de la précédente inspection. L'exploitant doit poursuivre l'abaissement des fronts en cours d'exploitation jusqu'à atteindre les 8 m de hauteur maximum, sauf à demander une modification des conditions d'exploitation en justifiant de la stabilité des fronts de plus de 8 m sous 3 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Art 3-4. L'exploitant a étudié la mise en place d'une aire bétonnée, cependant, il a choisi de se munir d'un dispositif pour protéger le sol des éventuelles égouttures.</p> <p>Art 16-1. Les garanties financières sont à jour. L'acte de cautionnement est daté du 03/02/2025 et court jusqu'au 03/02/2025.</p> <p>Art 5.1. Les fronts ont été abaissés environ d'un mètre. L'exploitant doit poursuivre ses travaux pour abaisser les fronts.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Fin de l'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Prolongation de l'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté actuel porte l'autorisation d'exploiter à 7 ans après la prise de l'arrêté soit le 16 janvier 2028.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un projet de renouvellement de sa carrière. Il souhaiterait renouveler son autorisation pour 30 ans.</p> <p>Actuellement, l'extraction dispose d'un retard de phasage important. Le nouvel arrêté préfectoral ne comporterait pas d'extension géographique, mais un gain de temps pour l'exploitation de la carrière. L'exploitant souhaite avoir 30 ans supplémentaires pour terminer le phasage et le poursuivre au sein du périmètre ICPE actuel.</p> <p>L'exploitant vise une extraction d'environ 8000 t/an.</p> <p>Les impacts identifiés à ce stade :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas d'enjeux bruit à ce stade, le site est peu bruyant et éloigné des habitations, - Pas d'enjeux paysage, le site est caché, - Pas d'enjeu majeur de risque industriel identifié, - le site est une sablière avec des venues d'eau. Elles sont utiles à l'exploitant, pour le lavage des matériaux. Lors de la nouvelle autorisation, il faudra s'assurer de limiter les impacts et ne pas

modifier les écoulements,

- il y aura un déboisement ou un défrichement,

- l'étude biodiversité menée en 2019 ne laissait pas apparaître d'enjeux, cependant le site est naturel et sauvage avec une faune riche, l'étude devra être à minima actualisée.

En terme de procédure :

- Selon l'article L515-1 du code de l'environnement, l'autorisation administrative est donnée pour 30 ans. L'arrêté initial était de 2001 pour 20 ans puis prolongé pour 7 ans. L'autorisation administrative peut être renouvelée par porter à connaissance jusqu'en 2031 uniquement.

- Un renouvellement d'autorisation pour 30 ans devra faire l'objet obligatoirement d'une autorisation environnementale,

- Une étude d'incidence au regard de l'absence d'extension géographique et le tonnage d'extraction faible,

- > L'exploitant doit déposer une demande d'examen au cas par cas pour son dossier, et cela permettra de consulter les différents services de l'État et retenir la procédure qui portera cette demande de prolongation et la nécessité ou non de fournir une étude d'impact dans son dossier.

Type de suites proposées : Sans suite